

L'imaginaire du capitalisme

Hervé Fischer

Number 228, September–October 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1930ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Fischer, H. (2009). L'imaginaire du capitalisme. *Spirale*, (228), 30–31.

L'actualité est à l'économie et aux finances. Toutefois, les écrivains et les artistes n'en traitent pas souvent. L'économie leur semble peut-être un sujet trivial et peu inspirant. Pourtant, aujourd'hui, sous le choc de la crise mondiale qui sévit, force est de reconnaître que notre conscience sociale, notre sensibilité, nos émotions, notre image du monde en dépendent de plus en plus. La météorologie n'est plus celle de la pluie ou du soleil, mais celle de Wall Street. La température est celle des Bourses. Et l'économie, au-delà de sa prétendue objectivité quantitative et factuelle, apparaît pour ce qu'elle est aussi, fondamentalement : un champ de désir et de création (Eros ou l'économie libidinale), d'instinct de puissance (Prométhée), mais aussi de peur et de destruction (Thanatos). C'est pourquoi je me suis attaché depuis le tournant du millénaire et la crise spéculative de 2000, à analyser ce que j'appelle l'économie imaginaire, la *i-economy*, pour parler dans la langue américaine des grands chahmans financiers et spéculateurs fous qui nous ont jetés dans le trouble de leurs passions débridées.

On sait bien que malgré tous les efforts des esprits positivistes, l'économie n'est pas une science mathématique « dure », à peine une science humaine ou « molle ». Et l'imaginaire y règne en maître. Les technologies numériques en ont renforcé les pulsions de puissance et de jeu. Voilà un beau thème d'analyse, d'écriture et d'art. Nous allons donc tenter d'évoquer les mythes de l'économie et de la finance.

La religion de l'argent

Selon les jours et les variations des diagrammes financiers, les spéculateurs montent au ciel ou descendent en enfer (et leurs victimes avec eux). La religion de l'argent a d'abord été étroitement associée à celle de Dieu, comme l'a montré Max Weber dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. C'est donc à Max Weber que l'on pense d'abord dans toute tentative de construire une mythanalyse du capitalisme. Dans la période de crise actuelle, où l'on accuse la cupidité « honteuse » des financiers et des entrepreneurs nord-américains, il est bon de rappeler cette

affirmation de Max Weber dans l'avant-propos de son livre : « *L'avidité du gain sans limite n'implique en rien le capitalisme, bien moins encore son esprit. Le capitalisme s'identifierait plutôt à la domination, à tout le moins à la modération rationalisée de cette pulsion irrationnelle.* » Et il souligne que ce capitalisme repose sur une attitude pacifiste favorisant les échanges plutôt que sur la conquête, l'exploitation, le cynisme et la violence. Il souligne que c'est son éthique qui a d'abord fondé son succès. La violence, que seul l'État peut légitimement exercer, ne peut être employée que pour défendre Dieu, comme dans l'islam, ce qui justifie les guerres de religion.

Mais il faut distinguer le capitalisme anglo-saxon, d'origine protestante et son adaptation catholique, plus tardive. Certes, tous deux se réclament de la liberté d'entreprendre et de la création de la richesse, supposée être la clé de tous nos projets. Né avec la montée de la bourgeoisie post-révolutionnaire et saint-simonienne, le capitalisme s'accorda d'abord mal avec le catholicisme, qui prétendait mépriser l'argent et cultivait l'oisiveté aristocratique. Alors que dans l'esprit du capitalisme inspiré par la Réforme, c'est au contraire le travail qui est créateur d'argent et de progrès. Autrement dit, le capitalisme de la Réforme est plus proche du mythe grec de Prométhée fabricant, travailleur et entreprenant que le capitalisme catholique. Le capitalisme anglo-saxon est pieux et légitimé par dieu. Il n'en est rien du capitalisme de l'Europe occidentale catholique. Et c'est cette différence qui a donné lieu à un décalage historique et de performance entre le capitalisme catholique et le capitalisme protestant que nous étudierons d'abord.

L'instinct de puissance du capitalisme

Le capitalisme né de la Réforme a triomphé en Amérique du Nord, alliant la piété à la création de richesse, fondant un consensus social et devenant lui-même le mythe du Nouveau Monde. Il en est tout autrement en Europe occidentale, où

L'imaginaire du

le travail et l'argent sont des valeurs plus ambiguës. Le mythe biblique condamne Adam au travail en le chassant du paradis terrestre. Et Jésus chasse les marchands du temple en affirmant que les pauvres entreront les premiers au paradis. Les privilégiés de l'aristocratie et du prélat, qui ont affirmé une légitimité divine de naissance pour thésauriser et vivre somptuairement dans l'oisiveté, prêchent donc la vertu de pauvreté... aux pauvres.

La bourgeoisie, elle, travaille pour acquérir un statut social, mais elle finit par renverser la royauté trop conservatrice. La Révolution française lui permet d'acquérir à bas prix les biens de l'Église et de l'aristocratie qui ont été confisqués. Et elle cherche à son tour à développer un capitalisme industriel et financier, sous le signe du saint-simonisme. C'est sans compter avec les révoltes du peuple, dessaisi des conquêtes de la Révolution, plus exploité que jamais, et qui trouve ses maîtres à penser chez Proudhon et Marx. En pays catholique, le capitalisme demeure frappé par un profond sentiment originel de culpabilité, comme en témoigne l'influence d'un Lamennais. Freud lui-même identifie l'argent au stade anal du développement de l'enfant (accumulation, rétention, thésaurisation improductive et conflits), qu'il tend à généraliser au capitalisme lui-même. Bref, le capitalisme européen, malgré la compétition du capitalisme de la Réforme qui triomphe en Suisse, en Angleterre, aux Pays-Bas et surtout aux États-Unis, demeure profondément divisé en Espagne, au Portugal, en Italie et en France. Alors qu'il est identifié au mythe du Nouveau Monde, sous le signe de la liberté, de l'égalité des chances, du bonheur et de la création de richesse en Amérique du Nord, le capitalisme en Europe catholique est considéré par beaucoup comme destructeur de la société et de la nature. Les mouvements de gauche y voient l'origine de l'inégalité de l'exploitation du

prolétariat, de la violence et de la guerre (Thanatos) ; tout récemment, la France a assisté à une série de séquestrations des patrons d'entreprises, accusés d'être des démons sociaux. Le capitalisme y manque de légitimité mythique, il ne se réconcilie pas avec lui-même. Et cette ambiguïté se reflète dans les perpétuelles révoltes populaires, souvent sanglantes, les grèves générales, les conflits sociaux endémiques qui divisent la société, particulièrement en France. Cela se traduit en Europe par un encadrement de plus en plus étroitement bureaucratique du capitalisme par l'État, à qui on confie la tâche de répartir plus équitablement la richesse, de protéger les exploités, et finalement de limiter les excès naturels du capitalisme qui aboutiraient à des fractures sociales dangereuses. Cette théorie keynésienne de l'économie, en quête d'équilibre social, triomphe d'ailleurs paradoxalement aujourd'hui aussi aux États-Unis, en proie à la pire crise depuis 1929. Le président Obama demande l'intervention massive de l'État en faveur des victimes et des démunis, au grand dam des Républicains ultralibéraux, confiants dans leur tradition, et au risque d'un endettement fatal pour l'avenir du pays.

On le voit bien, le mythe triomphant du capitalisme créateur de richesse, légitimé par la religion réformée, qui a assuré la prospérité américaine, n'a jamais pu s'accommoder des valeurs mythiques de religion catholique, ni en Amérique latine où les espaces à conquérir étaient aussi grands et prometteurs, ni en Europe. Soumis à des conflits idéologiques et sociaux incessants, entaché de culpabilité, identifié à la destruction de la société et de la nature, il est remis régulièrement en question et aujourd'hui plus que jamais au vu de la crise américaine. Au moment où beaucoup parlent donc d'une « refondation du capitalisme », nous constatons une fois de plus que le capitalisme n'est pas seulement une administration des

capitalisme

affaires et des finances qui garantirait une compétition équitable : il a partie liée avec nos mythes fondateurs les plus ancrés dans notre civilisation — dont la religion. Un renforcement de la bureaucratie de la justice de répartition ne suffira sans doute pas à créer une nouvelle dynamique de prospérité. Les vieux mythes semblent décrédibilisés. Il faut imaginer d'autres mythes fondateurs de la vie en société. Penser autrement. Diverger. Inventer un autre opérateur universel de valeur que l'argent. Beaucoup y travaillent, mais c'est la tâche la plus difficile et incertaine qui se puisse concevoir. Seules la démocratie et l'éthique planétaire ont aujourd'hui une puissance mythique suffisamment fondée et partagée pour nous permettre de nous orienter vers une économie équitable, soumise aux mêmes exigences de démocratie que la politique.

Le mur de Berlin du capitalisme

Nous sommes attachés à la démocratie politique et l'avons consolidée peu à peu dans plusieurs pays. La démocratie est un mythe actif de fondation de nos sociétés occidentales actuelles. Il est laïc et égalitariste. Il prévaut en politique, mais le monde financier l'ignore ou le rejette encore pour faire prévaloir ses privilèges archaïques. La justice appartient à cette même constellation mythique de la démocratie. Elle est réaffirmée constamment et encore plus souvent bafouée. Nous rencontrons là, cependant, les deux mythes sur lesquels repenser et réorienter le capitalisme.

Mais dans ces mêmes pays, dits modernes, nous en sommes encore au stade du féodalisme dans l'économie et les finances. Les terribles effets pervers de ce décalage historique nous apparaissent clairement dans la crise actuelle. L'histoire nous rappelle que les seigneuries du Moyen Âge, puis les aristocraties qui en sont nées, ont su maintenir

leur emprise politique pendant des siècles. Il a fallu des révolutions pour leur arracher leur pouvoir et construire, par à-coups, les démocraties politiques actuelles, encore très imparfaites. Il est certain qu'il ne faut pas attendre davantage des princes de la finance et de l'économie qu'ils renoncent aujourd'hui spontanément à leurs privilèges et se réforment d'eux-mêmes. Cela prendra encore de nombreuses turbulences, telles celles de 1929 et de 2008. Et ce sont les institutions politiques élues par les masses qui seules pourront venir à bout de cet anachronisme et de ses conséquences dramatiques. Les petits épargnants d'aujourd'hui sont manifestement les serfs et la chair à canon des rois de la spéculation qui règnent sur notre économie financière, comme jadis les paysans se faisaient systématiquement exploiter par les seigneurs. Le nouveau président américain a posé des gestes symboliques à cet égard en plafonnant les salaires des grands argentiers et des chefs d'entreprises que l'État a sauvés de la faillite avec l'argent des contribuables.

L'économie néolibérale a montré les mêmes abus de pouvoir qui sévissaient sous le régime féodal du Moyen Âge : les privilèges exorbitants, l'exploitation des faibles, le secret, le fait du prince, le cynisme, l'arrogance, l'escroquerie, la prédation, la violence ordinaire. Ces outrances ont été telles qu'elles ont délégitimé le capitalisme libéral, comme les excès du socialisme soviétique en ont ruiné les possibles vertus. On pourra établir un parallèle avec 1989 et se demander si ce capitalisme sans retenue, libéré de l'hypothèque du communisme, n'a pas rencontré à son tour, vingt ans plus tard, son mur de Berlin — disons Wall Street.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les actifs bancaires perdus depuis un an sont évalués à 2 200 milliards de dollars; le président de

News Corp a estimé, à l'occasion du Forum de Davos, que 50 000 milliards d'actifs de patrimoines individuels seraient partis en fumée. Aux États-Unis, le gouvernement aura, selon les chiffres qui circulent, versé quelque 8 000 milliards en moins d'un an pour secourir les grandes banques, les compagnies d'assurances et les entreprises, notamment dans le secteur de l'automobile. Et cela n'aurait pas empêché les financiers américains responsables de cette catastrophe d'empocher des gratifications de 150 milliards depuis cinq ans. Mieux : en pleine crise, ils ont continué à s'accorder mutuellement des bonus exorbitants directement pris dans les fonds de secours offerts par l'État américain. On a même pu observer la difficulté du président Obama à trouver des collaborateurs de haut calibre ayant acquitté tous leurs impôts. Selon les dernières prévisions du Bureau international du travail, la crise mettra plus de 50 millions de personnes au chômage dans le monde, pour un total de 80 millions de chômeurs, lequel pourrait monter jusqu'à 200 millions si la crise dure — une évaluation officielle qu'il faut multiplier au moins par deux pour avoir une estimation réaliste des sans-emploi et par cinq pour chiffrer le nombre des êtres humains vivant dans une extrême pauvreté. La dérégulation, un endettement généralisé et une consommation effrénée, de même que l'économie imaginaire et les folies financières des États-Unis nous ont conduits au seuil de la déraison et de turbulences sociales et politiques qui pourraient aggraver encore la situation mondiale.

Bien sûr, la solution ne consiste pas à diaboliser le capitalisme, qui prône la liberté d'entreprendre nécessaire à la création de richesses, et qui demeure assurément la moins mauvaise des idéologies. Mais encore faut-il revenir à son esprit fondateur ou l'adapter à l'éthique actuelle des classes moyennes. Si nous voulons en finir avec les prédateurs et les escrocs du capitalisme dérégulé, les justiciers et les Robin des Bois ne suffiront pas à la tâche, qui est colos-

sale. Il faut remettre à l'ordre du jour et instituer un certain rationalisme économique, avec les mêmes exigences qui prévalent dans les règles de la démocratie politique. La démocratie ne peut pas être seulement politique. Elle doit aussi être économique et financière. Sinon elle n'existe pas réellement.

Certes, nous savons qu'une volonté excessive de rationalisme économique conduit à des effets pervers. Le socialisme économique qui ne dit pas son nom, comme en France, et les excès bureaucratiques qu'il implique cassent la créativité économique et créent le chômage, au nom de la justice et de la protection sociales. Que ce soit en politique ou en économie et en finance, la démocratie n'est pas facile à définir et encore moins à pratiquer. Du moins exige-t-elle une certaine transparence des pratiques et de l'information, une égalité des droits et une représentativité des citoyens, un équilibre des pouvoirs, une discipline et des sanctions, un rythme de renouvellement des dirigeants en place : autant de principes qui finissent par converger vers un mode de fonctionnement plus prudent et plus équitable. Seuls ces principes nous permettront de sortir du féodalisme actuel, de sa liberté dévoyée, et de construire peu à peu des règles, des usages et des mœurs économiques et financières démocratiques. Or il est clair qu'au nom du néolibéralisme, nous avons évolué depuis quelques décennies, exactement dans la direction opposée. Nous avons fait confiance à la loi de la jungle économique. En cette année où l'on célèbre le bicentenaire de la naissance de Darwin, on constate que beaucoup d'Américains, notamment ceux qui votent républicain, sont paradoxalement créationnistes en religion et darwinistes en économie. Or aujourd'hui, l'heure n'est plus au darwinisme économique. La nature ne connaît pas la morale. La solution n'est pas dans l'adaptation, mais dans la divergence, qui consistera à instituer une éthique démocratique en économie et dans les finances comparable à celle que nous exigeons en politique. Cela ne se fera pas en un jour, mais nous devons le faire. ●